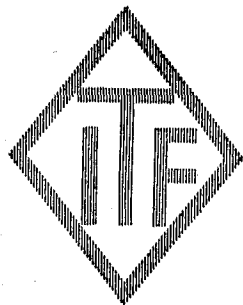


FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT
PARAÎT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET
HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET
DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISA-
TIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM, WEST



N°2
5ème année

Amsterdam, le 23 janvier 1937.

L'ALLEMAGNE APRES QUATRE ANS DE DICTATURE.

Quatre ans après	Page	6
Le danger de guerre.....	"	7
Ce que coûtent les canons en Allemagne.....	"	7
L'employeur est tout-puissant.....	"	8
Les Commissaires sont sans pouvoir	"	8
"Dynamite sociale".....	"	9
Les salaires baissent, les bénéfices augmentent	"	9
Cartes de graisse...disette de viande.... pénu- rie de céréales.....	"	12
Le peuple est sous-alimenté.....	"	13
Mouvement revendicatif des ouvriers spécialistes"	"	14
La résistance s'accroît.....	"	15
Au seuil d'une explosion?.....	"	17

La statistique allemande du chômage " 19

Quatre ans après (I.T.F.)

La dictature nationale-socialiste débuta par des promesses et serments. Les promesses n'ont pas été tenues et les serments ont été violés.

Le tonnant "appel au peuple allemand" avec lequel le régime hitlérien commençait son activité (le 30 janvier 1933) disait: "Dans les quatre ans, le paysan allemand devra définitivement être arraché à la misère. Dans les quatre ans, le chômage devra définitivement être vaincu."

Les agitateurs nazis promettaient une application du programme du parti: "Etatisation de tous les trusts"(point 13), "Etatisation de toutes les banques"(programme économique d'urgence du Parti nazi, page 22)"Création et maintien d'une classe moyenne saine"(point 16), "Municipalisation des grands magasins (point 16), suppression des tantièmes versés aux membres des conseils d'administration (programme d'urgence, page 25); "limitation des gros appointements à 12.000 Mk. par an"(programme d'urgence page 26); "l'Etat est "tenu" de "pourvoir aux possibilités d'existence des citoyens (point 7). Les propagandistes rappelaient que Hitler et les autres Führers du parti avaient promis "d'agir sans réserve, s'il le faut au risque de leur vie" pour la réalisation du programme.

Le Dr. Ley, chef national du parti nazi assurait (dans son appel du 2 mai 1933) : "Ouvrier, tes institutions sont pour nous, nationaux-socialistes, sacrées et inviolables". Il se défendait contre la suspicion que " nous (Nazis) voudrions détruire et anéantir les syndicats....Ouvrier, je te jure que non seulement nous maintiendrons tout ce qui existe mais que nous étendrons encore la protection ouvrière et les droits des travailleurs".

A présent, quatre ans plus tard, de solides organisations patronales existent mais il n'y a plus aucun syndicat; les délégués du personnel ont été écartés, le droit ouvrier acquis au prix de longs efforts est détruit, les assurances sociales sont avilies et l'assurance-chômage est réduite à un minimum. Quatre ans plus tard, les retenues sur les salaires ont été doublées, les secours et allocations ont été considérablement avilies, les lois de protection ouvrière ont été abrogées en majeure partie, les contrats collectifs n'existent pratiquement plus que sur le papier et le revenu des ouvriers a baissé de 20 à 25%.

Quatre ans plus tard, le chômage n'a pas été "définitivement vaincu" mais quatre à cinq et demi millions de sans-travail cherchent en vain un emploi.

Quatre ans plus tard la bureaucratie nazie a grossi jusqu'à devenir un organisme qui n'a pas son pareil par le monde entier; les bonzes nazis touchent des appointements monstres, se font construire des palais et des maisons de campagne et s'achètent de grands domaines.

Quatre ans plus tard, de nombreuses entreprises sauvées par l'Etat de la ruine en pleine période de crise au moyen de millions puisés dans les impôts, ont passé entre les mains de particuliers. Le monde n'a été renseigné que sur une partie de ces opérations. Le trust de l'acier a été donné au grand bailleur de fonds des Nazis Thyssen, la société d'armement Argo, les chantiers de la Deschimag et les Atlas-Werke ont été "rendus à l'exploitation privée". Il en est de même pour la Commerz und Privatbank et partant aussi le consortium des grands magasins Karstadt. D'autres entreprises vont subir le même sort.

Quatre ans plus tard, les tantièmes des membres des conseils d'administration ont presque doublé --ainsi que le prouve l'augmentation de l'impôt sur ces tantièmes.

Quatre ans plus tard, les 3/4 des petits commerçants ne disposent plus que "d'environ 80 Mk. par mois pour vivre" (Braune Wirtschaftspost 3e numéro d'octobre 1936) et on conseille aux petits artisans "de fermer boutique et de chercher du travail à l'usine" (Frankfurter Zeitung N° 20/1 du 12 janvier 1937).

Quatre ans plus tard, il y a pénurie de vivres; le beurre et la graisse sont rationnés; il y a disette de margarine et l'approvisionnement en pain est menacé.

Quatre ans plus tard, des divisions de la Gestapo visitent les fermes jusque dans les moindres coins, confisquent les céréales, prennent aux paysans le fourrage pour leurs bestiaux élevés à grand'peine. Les fils cadets et les filles des fermes héritaires doivent quitter le bien

paternel et aller chercher fortune ailleurs.

Le point culminant de la grande vague de promesses qui passa sur l'Allemagne dans les premiers mois de 1933, était la déclaration solennelle faite par Hitler le 17 mai : "Le Troisième Reich ne désire que la paix". Ce discours d'Hitler a été traduit dans presque toutes les langues et expédié comme brochure en des millions d'exemplaires.

Quatre ans plus tard, personne n'ignore plus que l'unique but que les dominateurs du Troisième Reich ne perdent jamais de vue, c'est la GUERRE.

L'appel lancé par la dictature hitlérienne le 30 janvier 1933 au peuple allemand se terminait par les paroles : "Allemands accordez-nous quatre ans, ensuite jugez-nous!" Seulement, dans ce cas, l'accusé craint le jugement.

Depuis quatre ans des mouchards infestent les rues, des agents secrets veillent dans les entreprises et des policiers courent les routes de campagne. Depuis quatre ans on martyrise dans les camps de concentration des socialistes, des syndicalistes et des pacifistes. Depuis quatre ans ouvriers, paysans et bourgeois sont maltraités, torturés et assassinés. Depuis quatre ans la liberté de parole est persécutée en Allemagne --c'est l'accusé qui met son juge en prison!

L'ombre des assassinés plane sur les fêtes de commémoration de la dictature.

Le danger de guerre

Après quatre ans de dictature nazie l'Europe se trouve au seuil d'une guerre. Le Troisième Reich s'est réarmé à un rythme fébrile; il se vante d'être devenu la puissance militaire la plus importante du continent européen. Le cliquetis de ses sabres menace l'Europe. Aucun peuple n'a songé à attaquer l'Allemagne. Si les puissances l'avaient voulu, il aurait été chose facile en 1933 encore pour les armées réunies de l'Europe occidentale et de l'Union soviétique d'étouffer dans le germe les préparatifs de guerre d'Hitler. Toutefois, les Etats d'Europe voulaient la paix. Le Troisième Reich n'a pas besoin de son gigantesque appareil de guerre pour se défendre. S'il l'a créé, c'est pour l'attaque et pour pousser au-delà de ses frontières.

Ce que coûtent les canons en Allemagne

Les préparatifs de guerre de la dictature nazie grèvent lourdement le peuple allemand. Ils pèsent sur l'ouvrier aussi bien que sur le paysan, sur l'artisan aussi bien que sur l'industriel, sur l'employé comme sur l'intellectuel. Les trois quarts des classes moyennes sont dans la gêne, les paysans s'appauvrissent. Dans les industries d'intérêt vital l'économie des armements nazis restreint la liberté de mouvement des industriels. Dans l'industrie métallurgique les organes militaires n'ont pas seulement le droit de déterminer dans chaque cas séparément "si, et dans quelle mesure et dans quels buts des métaux non précieux peuvent ou non être livrés à tel ou tel client"; ils ont même obtenu la faculté de modifier l'ordre du programme de la production et de décréter ce qui devra être produit et dans quelles quantités (Ordonnance de l'organe de contrôle pour l'industrie des métaux non précieux-- voir "Deutsche Volkswirt" du 8 janvier 1937). Une compensation pour ces restrictions de leur autonomie est toutefois offerte aux industriels sous la forme d'un paiement supplémentaire pour l'exécution des commandes de l'Etat, d'autorisation à déprimer les salaires et à avilir les conditions de travail. La masse des ouvriers et employés allemands a, elle, à porter le poids le plus lourd. Les salaires et traitements sont maintenus aux taux les plus bas de la période de crise et même déprimés au-dessous de ces taux, le coût de la vie a monté sensiblement les impôts ont augmenté et les salaires sont encore réduits par des retenues considérables au profit de la bonzocratie nazie. Si les salaires sont plus petits, la quantité de travail à fournir a augmenté et il doit être effectué à des conditions que l'activité des syndicats libres avait dans le temps rendu impossible. Les salaires sont déprimés pour réduire les frais des armements et le niveau de vie des travailleurs est avili pour pouvoir resserrer les importations de denrées alimentaires et de matières premières pour les industries de consommation. Tout le peuple a été militarisé et mis au service des préparatifs de guerre. Il n'y a plus en Allemagne d'ouvriers libres, il n'y a que des "soldats de l'économie" (ainsi qu'on l'a exprimé de manière frappante à la session de la Chambre du travail des Marches occidentales--

(Angriff du 23 décembre.) Les ouvriers sont des recrues, les chefs d'entreprise sont des "capitaines dans l'entreprise par qui les salariés doivent être formés en soldats de l'économie" (le Dr. Ley dans un appel dans le "Angriff du 4 septembre 1936).

Chaque entreprise doit devenir une caserne. Le Front allemand du travail a offert ses présidents de cellules d'entreprise comme "Feldwebels" pour veiller à l'exécution des ordres de l'employeur. Les Nazis et les employeurs se sont rencontrés dans un front commun contre les ouvriers.

L'employeur est tout-puissant. Afin d'entraver la résistance des ouvriers les syndicats ont été anéantis en Allemagne et la police a reçu l'instruction de réprimer toutes tentatives de reconstruction. Pour apaiser les ouvriers, la dissolution des Associations patronales a été ordonnée également. Seulement cette "dissolution" n'était qu'une manoeuvre. "Après la dissolution des Associations patronales les employeurs n'étaient point privés d'un groupement. Ils avaient leurs cartels, encore étendus et rendus plus puissants par la suite au moyen d'adhésions forcées et de décisions obligatoires et ils avaient aussi leurs groupements économiques. Ces derniers ont été fondus plus tard dans "l'organisation de l'économie industrielle"---ainsi écrivait trois ans après l'anéantissement des syndicats allemands, l'ancien commissaire au travail pour la région de Westphalie (Braune Wirtschaftspost du 4 avril 1936) . Ces nouveaux groupements patronaux ne sont pas autre chose que les anciens et les dirigeants restent les mêmes et ils veillent attentivement à ce que les employeurs qui doivent accepter des interventions radicales sur le terrain économique dans l'intérêt de l'économie de l'armement, conservent du moins leur souveraineté sur le terrain social.

Les contrats collectifs ont été abolis; des contrats d'entreprise dictés par l'employeur règlent à présent les salaires et conditions de travail. Les employeurs ne sont plus tenus que de respecter les tarifs établis par les Commissaires au travail. Pour commencer Hitler s'était personnellement chargé de surveiller ces Commissaires; mais par la suite, craignant que l'indignation au sujet de la réaction sociale de plus en plus accusée se tournerait contre lui personnellement, il plaça les Commissaires sous l'autorité de l'ancien syndicat des industriels de la Ruhr, le Dr. Mansfeld. Lorsque Göring reçut des pleins pouvoirs pour l'exécution du "Plan Quadriennal", il conféra au Dr. Mansfeld le droit de trancher toutes les questions relatives aux salaires et en outre il plaça le Front du Travail sous sa surveillance. Les employeurs ont de plus en plus la possibilité d'imposer leur volonté sans entraves. Les Commissaires au travail qui n'hésitent pas d'avoir recours à la police contre chaque ouvrier récalcitrant, ne se risquent pas à agir contre les employeurs.

Les Commissaires sont sans pouvoir .-----

C'est une chose vraiment grotesque; Les fonctionnaires supérieurs de l'Etat policier le plus brutal du monde

se plaignent en public de l'attitude réactionnaire des employeurs mais n'ont pas le courage d'intervenir contre eux.

Lorsque (le 1er mai 1934) les contrats d'entreprise entraient en vigueur, les Nazis assurèrent aux ouvriers que les Commissaires au travail ne feraient qu'améliorer les contrats et ne les aviliraient en aucun cas. Dans les tarifs décrétés par les Commissaires du travail on retrouve de manière stéréotype la phrase: "Des conditions de travail plus favorables que celles prévues dans le présent tarif, ne pourront pas être avilées." Cette prescription n'existe cependant que sur le papier; le Front du travail pour l'Allemagne occidentale a dû reconnaître ouvertement l'impuissance des Commissaires de faire respecter leurs propres tarifs. Le tarif pour l'industrie des chaises et sièges d'Allemagne occidentale, entré en vigueur le 1er octobre, stipule comme d'habitude: "Le présent tarif ne pourra pas servir de prétexte pour modifier des contrats individuels ou des contrats d'entreprise comportant des clauses plus favorables. Comme de coutume toutefois, les industriels de l'ameublement ont déprimé les salaires jusqu'au taux le plus bas prévu dans le tarif. Les ouvriers se plaignirent. Le journal hebdomadaire du Front du travail pour l'Allemagne occidentale "Der Ruhrarbeiter" leur déclara toutefois (1er numéro de décembre 1936): " La question de savoir jusqu'à quel point le Commissaire au travail réussira à décider les employeurs qui jusqu'ici payaient au-dessus du tarif , à maintenir ces taux, dépendra beaucoup---inutile

de se faire des illusions là-dessus-- de la bonne volonté des employeurs. Il n'est pas possible en effet de placer un agent de police derrière chaque chef d'entreprise." Les agents de police ne manquent pas dans le Troisième Reich, mais on a l'habitude de ne s'en servir que contre les ouvriers et les "ennemis de l'Etat".

"Dynamite sociale!"

Les Nazis avaient promis aux travailleurs allemands privés de leurs syndicats que le niveau de vie des travailleurs ne serait en aucun cas avili. Hitler a à plusieurs reprises solennellement donné sa parole que les salaires et les prix resteraient inchangés. Seulement que vaut la parole d'un "Führer"? Le coût de la vie a augmenté en Allemagne depuis 1933 de 20 - 25%, mais on n'a pas accordé d'indemnités de vie chère et on est même allé dans bien des industries jusqu'à réduire les salaires.

Tous les suppléments aux salaires contractuels ont été supprimés. Se réclamant des théories nationales-socialistes sur "le salaire selon le rendement", les employeurs se sont écartés du "rigide" taux contractuel, ont avili les salaires aux pièces et supprimé tout paiement spécial pour les heures supplémentaires et le travail du dimanche. La dictature nazie encourage ces avilissements. Elle autorise les Commissaires du travail à permettre des dérogations pour certaines entreprises, certains services d'une entreprise, voire même pour certains salariés, lorsqu'ils le considèrent "impérieusement nécessaire" pour des motifs économiques ou sociaux. (Ordonnance du 15 octobre 1935).

Encore ces tarifs si rognés ne sont-ils pas respectés. Les tribunaux prud'hommes prennent régulièrement dans le Troisième Reich le parti des employeurs lorsque les ouvriers se plaignent. On sait que les matières "Ersatz" exigent un travail plus prudent et par conséquent plus lent. Dans les industries qui se servent de ce genre de matières premières le salaire aux ^{pièces} baisse de plus en plus souvent au-dessous du niveau garanti du salaire horaire. Les ouvriers protestent en vain. Le tribunal suprême prud'homal national a autorisé les employeurs, par les jugements du 7 octobre 1936 à fixer les taux aux pièces de telle sorte que le revenu baisse au-dessous du salaire horaire minimum contractuel.

Les syndicats étant anéantis, les conseils d'usine ayant été supprimés, toutes possibilités pour les travailleurs d'influencer la fixation des salaires aux pièces a disparu. A l'heure qu'il est, c'est l'employeur qui en arrête l'importance et il ne manque pas d'abuser de ses droits. Même le Front du travail considère que le mécontentement des travailleurs est compréhensible au sujet du fait que "le taux du travail aux pièces est baissé, alors que le rythme est accéléré", au sujet de l'incertitude des bases de calcul des salaires, la fixation des temps alloués sur la base d'un rendement maximum et le rythme tuant qui en est la conséquence, des interruptions du travail non payées, imposées par la mauvaise qualité de l'outillage et des matières premières...." (Monatshefte für NS-Sozialpolitik, 10 janvier 1937.) "Il n'y a pas de dynamite sociale plus dangereuse que l'arbitraire et l'oppression" tel est l'avertissement que fait entendre ce journal. Cette constatation ne s'accorde guère avec la communauté d'entreprise qui existe soi-disant dans le Troisième Reich. Elle s'accorde par contre tout à fait avec l'état d'esprit tendu au sein des entreprises allemandes.

Les salaires baissent, les bénéfices augmentent.

Il n'existe pas de chiffres officiels concernant la mesure de la réduction des salaires pratiquée dans le Troisième Reich. La statistique allemande relative aux salaires n'a qu'une valeur de propagande et ce n'est que par courtoisie --d'ailleurs déplacée-- que les périodiques officiels d'autres pays la reproduisent sans faire de réserves. Les enquêtes officielles sur le niveau des salaires permettent pour certaines industries du moins, encore une comparaison avec les statistiques officielles. Même suivant les données de l'enquête, soigneusement mise au point de juin 1936, on constate pour les revenus bruts, indemnités comprises (heures supplémentaires etc.) une baisse jusqu'à 20% au-dessous des taux contractuels du 1er avril 1933 (indemnités non comprises).

La politique des salaires nazie ressort plus nettement encore de la dernière statistique officielle publiée sur les salaires contractuels. L'Office de statistiques du Reich publie (Wirtschaft und Statistik N° de janvier 1937) les tarifs dictés par les Commissaires au travail dans 15 industries différentes. Pour 6 catégories on reconnaît une réduction des salaires depuis décembre 1932, mais pour les autres catégories on prétend que les salaires n'ont pas bougé. Seulement, la statistique ne tient aucun compte du fait que d'innombrables entreprises payent sous le tarif, le plus souvent avec l'autorisation expresse du Commissaire au travail. Pour l'industrie de la chaussure par exemple, on indique pour décembre 1936 un salaire horaire contractuel de 79,2 pfennigs -- exactement la même chose qu'en décembre 1932. En juin 1936 on ne payait en réalité toutefois (toutes indemnités comprises) que 77,6 pfennigs et les ouvrières ne touchaient que 50,7 au lieu de 59,9 pfennigs. Avec cela, le travail réclamé augmentait tandis que les salaires étaient déprimés. La dictature soi-disant protectrice des ouvriers permet aux employeurs une exploitation éhontée et des heures supplémentaires à outrance "dans l'intérêt national".

Souvent les heures supplémentaires ne donnent droit à aucun paiement spécial; les indemnités pour le travail du dimanche sont toujours à nouveau refusées aux ouvriers ainsi que le constate (dans le "Berliner Tageblatt" du 13 janvier) le Commissaire du travail pour Berlin. La journée de 8 heures n'existe plus que sur le papier: les employeurs peuvent exiger de leur personnel 96 heures de travail par période de 15 jours, réparties comme bon leur semble. Ils peuvent par exemple suspendre le travail pendant une semaine et ensuite faire exécuter 96 heures pendant l'autre semaine sans aucun paiement supplémentaire. De telle manière le risque découlant de l'irrégularité des commandes ou de l'arrivée de matières premières est déchargé sur le dos des ouvriers. Lorsqu'il s'agit d'exécuter des ordres urgents, les travailleurs doivent souvent faire 80, 90 voire parfois jusqu'à 100 heures de travail par semaine. Le rythme du travail a à tel point été accéléré que l'Institut pour l'étude des conjonctures va jusqu'à demander qu'on "épargne" la force-travail, que le Front allemand du travail met en garde contre "le préjudice pouvant découler pour la santé d'un travailleur d'une tension physique trop grande" (Der Ruhrarbeiter, 2e numéro de janvier 1937) et que l'Office social du Front du travail avertit contre une "exploitation de la main-d'oeuvre". On en reste toutefois à de timides avertissements.

Le congé annuel impérieusement nécessaire avec un travail à cette allure, n'est souvent pas accordé; "dans toute une série d'entreprises il a été constaté que les salariés n'ont pas bénéficié du congé annuel auquel ils auraient eu droit" (Angriff 15 janvier 1937). La conséquence est déplorable pour l'état de santé des travailleurs: la morbidité augmente d'année en année. Le nombre des malades parmi les ouvriers et employés inscrits à l'assurance-maladie était en 1935, suivant une évaluation estimée relativement basse par le Bulletin médical allemand, de 28% supérieur au chiffre de 1932 et de 30,5% au-dessus de celui de 1931. Au lieu de lutter contre la cause de cet excès de maladies, la dictature punit les malades. L'indemnité de maladie a été réduite afin d'activer le "désir de guérison" et subitement les caisses d'assurance exigent de l'assuré le remboursement d'une partie des frais médicaux. Si ce n'était que cette exploitation porte une trop grave atteinte à l'état physique des recrues, elle irait encore plus loin.

Il va sans dire qu'avec de pareils procédés, de gros bénéfices ont été faits pendant les quatre premières années du Troisième Reich. Auprès des sociétés dont les actions sont cotées en bourse de Berlin, la somme payée en dividendes a augmenté de 1932 à 1936 de 79%. Les bénéfices de l'industrie se sont accrus depuis 1932 (suivant une évaluation de l'Institut pour l'étude des conjonctures) de 4 1/2 milliards de marks.

La baisse des salaires nominaux qui -- grâce à la censure du ministère de la Propagande -- ne peut que dans certains cas être démontrée à l'aide de sources national-socialistes, ne donne qu'une image partielle des tendances de la politique des Nazis. Les salaires horaires réellement payés, les salaires nets, ont baissé bien davantage que ne le fait supposer le mouvement des taux contractuels. Suivant une communication faite le 28 avril 1936, lors d'une session de la Chambre nationale du travail, organe central du Front du travail, les retenues sur les salaires que l'ouvrier est obligé de verser, s'élèvent en moyenne (secours d'hiver et charges pareilles non comprises) à

23,2%, c'est-à-dire au double de celles pratiquées pendant la démocratie capitaliste. En même temps les prix des vivres ont considérablement augmenté. "Des livres de ménage soigneusement tenus font ressortir entre janvier 1933 et mars 1936 une augmentation de 20% pour les mêmes articles"--ainsi écrit l'attaché commercial de l'ambassade britannique à Berlin ("Economic conditions in Germany". Londres 1936, page 231).

Depuis mars 1936, "Le mouvement ascensionnel des prix est perceptible pour tout le monde" (Frankfurter Zeitung du 10 octobre 1936). Le correspondant de Berlin du "Economist" anglais évalue l'augmentation du coût de la vie depuis janvier 1933 à 20 à 25%. Il n'a toutefois pas non plus tenu compte du renchérissement que signifie les produits Ersatz. Lorsque les vêtements de travail s'usent plus vite, lorsque le cuir des semelles est de si mauvaise qualité qu'il faut faire ressemeler plus souvent, cela grève le budget ménager, encore qu'aucun statistique des prix n'en fasse mention. Toutefois, même lorsqu'on admet une hausse des prix de 25%, on constate, en comparant avec la période d'avant Hitler:

que sur chaque mark de salaire 10 pfennigs sont déduits en retenues nazies et que le pouvoir d'achat des 90 pfennigs restants a baissé d'au moins 25%, soit de 22 pfennigs.

qu'un mark dans l'enveloppe de paie n'a donc plus que la valeur de 68 pfennigs dans l'année de crise 1932.

Pendant la période de baisse économique les salaires ont été réduits dans tous les États capitalistes. Dans aucune démocratie capitaliste toutefois, on n'a diminué les salaires d'une manière aussi brutale que dans l'État capitaliste fasciste. Dans aucune démocratie capitaliste l'État ne menace du camp de concentration celui qui formule des revendications en matière de salaires. Alors que dans tous les pays les syndicats mènent en période de hausse économique avec succès une lutte pour l'augmentation des salaires, le Troisième Reich ne paye--à présent que les armements prospèrent et malgré la hausse inflationniste des prix-- même pas, à bien des ouvriers, les misérables salaires de la période de crise.

C'est ce fait qui est le thème des discussions journalières dans les quartiers ouvriers et le sujet des luttes menées dans les entreprises. Car les ouvriers ne voient en effet que trop bien que ce n'est pas vrai ce que la propagande nazie veut leur faire accroire: que la misère est portée en commun dans le Troisième Reich. Ils voient que l'État prend toujours le parti du patronat et que les bénéfices des industries de guerre montent rapidement. Krupp a avoué, après des amortissements considérables, pour l'exercice 31/32 des bénéfices de 108 millions, pour l'exercice 1932/33 de 119 millions, pour l'exercice 1933/34 de 177 millions, pour l'exercice 1934/35 232 millions et pour l'exercice 1935/36 de 288 millions de marks. Les ouvriers constatent que les "citoyens directeurs généraux" qui justifient chaque avilissement des conditions de travail par de grandes phrases sur la communauté populaire nationale-socialiste, se sont accordés à eux-mêmes des majorations plus que coquettes. La lutte contre l'importance des appointements des directeurs généraux est devenue en Allemagne depuis une dizaine d'années le symbole de la lutte contre les capitaines d'industrie qui par leurs fortes pensions se sont assurés contre tous risques mais prétendent néanmoins encore recevoir de gros appointements vu leurs risques. Pendant les années de crise les organisations syndicales avaient toujours à nouveau demandé que ces appointements montres soient diminués et les Nazis avaient inclus cette revendication dans leur programme. Mais au lieu de diminuer ces énormes émoluments, le Troisième Reich s'est borné à en interdire la publication dans les journaux. Nous faisons suivre un tableau établi sur la base des rapports annuels de quelques importantes sociétés anonymes allemandes; il illustre de manière frappante ce que valent les phrases nazies sur la "communauté populaire de la misère".

Les sommes touchées par les membres des comités de direction des sociétés anonymes ont monté dans la mesure suivante:

Soc. de navigation

Hambourg-Sud	M. 7.000-	25%	soit de 28.000 ('32) à 35.000 M. ('35)
Ver. Glanzstoff			
Wuppertal	" 14.000=	32%	" " 44.000 ('33) " 58.000 " ('35)
Rhein. Stahlwerke 1)	" 15.000=	27%	" " 56.000 (32/3) " 71.000 " (35/6)
Klößner 1)	" 40.000=	129%	" " 31.000 (32/3) " 71.000 " (35/6)
Akkumulatoren	" 17.000=	30%	" " 55.000 ('32) " 72.000 " ('35)

Adler-Werke (Autos)	M24.000=	48%	soit de	50.000 (132)	à	74.000 M (135)
Felten-Guilleaume	"25.000=	48%	" "	52.000 (132)	"	77.000 " (135)
Demag (machines)	"47.000=	112%	" "	42.000 (130)	"	89.000 " (135)
Bayr. Motoren Werke	"29.000=	48%	" "	60.000 (132)	"	89.000 " (135)
AG. Für Zellstoff	"45.000=	83%	" "	54.000 (132)	"	99.000 " (135)
Dynamit Nobel	"19.000=	21%	" "	89.000 (132)	"	108.000 " (135)
Deutsche Erdöl AG.	"20.000=	21%	" "	91.000 (133)	"	111.000 " (135)
Hoesch 1)	"45.000=	63%	" "	71.000 (32/3)	"	116.000 " (34/5)
IG.-Farben Industr	"22.000=	16%	" "	122.000 (132)	"	144.000 " (135)
Mannesmann 1)	"59.000=	61%	" "	95.000 (132)	"	154.000 " (135)
Krupp 1)	"95.000=	106%	" "	80.000 (32/3)	"	175.000 " (34/5)

1) Industrie lourde.

Ce n'est pas chose facile que d'établir le montant exact de ce qu'exposent les chefs de l'économie allemande. Il est vrai que la loi oblige (depuis 1931) toutes les sociétés anonymes allemandes à indiquer dans leurs rapports annuels séparément les appointements des membres du Comité de direction et de ceux du Conseil d'administration. Beaucoup de sociétés toutefois se méquent de cette stipulation. Plusieurs d'entre elles ont désigné des membres suppléants dans les Comités de direction et les appointements "bas" de ceux-ci font baisser la moyenne. Il n'est possible de calculer que cette moyenne des appointements touchés par les directeurs généraux, membres titulaires et suppléants des Comités de direction. En septembre 1931 un décret-loi a créé la possibilité de pouvoir limiter les traitements à un maximum de 15.000 M. par an, mais aucune société n'en a profité.

Hitler a déclaré une fois de plus le 9 septembre que "la loi d'airain de la gestion nationale-socialiste n'admettait pas d'augmentation du salaire horaire" - déprécié de 25% par la hausse du coût de la vie. Il n'a fait entendre aucune objection contre l'augmentation jusqu'à 129% des appointements monstres.

C'est ainsi que les Nazis pratiquent la "communauté populaire de la misère".

Cartes de graisse... disette de viande... pénurie de céréales...

Les seigneurs du Troisième Reich voudraient que les masses vivent encore plus mal qu'elles ne le font. Lors-

que le peuple mange moins, on a besoin, d'importer moins de denrées alimentaires et une partie plus grande de l'excédent des importations - déjà insuffisant - est disponible pour l'importation de matières premières destinées aux armements. Dans le but de resserrer la consommation, la dictature nazie a réduit l'importation de vivres à un minimum essayant jusqu'ou il serait possible d'aller. Ce n'est qu'à contre-cœur, sous la pression croissante des masses excitées, que depuis le début de 1936, on a autorisé des importations un peu plus importantes.

Depuis le début de la dictature, il y a en Allemagne, à chaque saison, pénurie de certaines denrées alimentaires. Pour commencer les Nazis cherchèrent à camoufler le manque de vivres mais depuis 1935, un certain système a été introduit et depuis le congrès du parti nazi de septembre 1936 on a orgueilleusement qualifié la disette de sacrifice au profit du réarmement. "Consommer un peu moins de graisses, un peu moins de viande de porc, quelques œufs de moins... cela signifie un sacrifice... Nous savons que les devises que nous économisons ainsi profitent au réarmement. Aujourd'hui encore s'applique le mot d'ordre:

"canons à la place de beurre!" - ainsi parlait Rudolf Hess, le suppléant du Führer, le 12 octobre 1936 à Hof. Il assurait en même temps toutefois que la pénurie ne rendrait pas nécessaire l'introduction de cartes de vivres. Dès deux mois plus tard cependant, exactement avant Noël, le beurre et les graisses animales furent être rationnées. Encore le rationnement de la dictature nazie est-il pire que celui de la période de guerre. Personne n'a plus droit, comme pendant la guerre, à recevoir une quantité déterminée de graisse. Quand on a été inscrit dans une "liste de clientèle" d'un commerce, on a le droit sur présentation d'une "fiche d'achat" de se procurer "jusqu'à 80% de la quantité de graisse achetée en octobre 1936. Les gens aisés qui pouvaient dépenser davantage que les familles ouvrières, ont acheté en octobre 1936 plus de graisse que la moyenne; ils ont en vertu de cela constamment droit à une ration de graisse plus grande que les "citoyens" moins privilégiés par la fortune. Et comme pendant la guerre ils peuvent encore, en achetant au commerce clandestin, prouver toute leur sympathie pour la "communauté populaire".

La graisse dont se servent les masses populaires, la margarine, n'a pas été rationnée; le gouvernement a tout simplement resserré la production de la margarine. Une diminution sensible de la qualité, qui a déjà valu aux sortes meilleur marché de margarine, le surnom de "vieux oing", est destinée à atténuer encore le désir de s'acheter de la margarine.

La consommation de viande est rationnée depuis fin septembre 1935. Encore une fois la dictature n'a assuré aux familles ouvrières aucun droit de se procurer de la viande mais elle a resserré uniquement l'abattage. Les bouchers n'ont plus droit à abattre qu'un certain pourcentage du bétail tué "en temps normal". Pour les porcs le contingent a été abaissé à 60% de la moyenne hebdomadaire d'abattage calculée sur la période allant d'avril 1934 à octobre 1935. Dans bien des contrées les bouchers n'ouvrent leur boutique que peu de jours par semaine. Les clients font leurs commandes la veille.

Le recul de la consommation fait que bien des bouchers sont menacés de la faillite. Dans leur détresse, ils tentent de faire plus de bénéfices sur les charcuteries, en livrant notamment du saucisson de qualité inférieure. Les travailleurs pour qui un morceau de saucisson devrait rendre le pain sec plus appétissant en sont de nouveau les dupes. Empruntons deux exemples à la presse nationale-socialiste. A Speyer, l'organe de surveillance des prix se plaint du saucisson-caoutchouc immangeable: "Nos ouvriers industriels du Palatinat consomment de simples sortes de saucisson dont le prix est obligatoire; or la qualité de ces sortes de saucisson simple laissait souvent bien à désirer, notamment lorsqu'il y avait pénurie de graisse, de lard, de viande de porc et de foies etc. Toutes sortes de déchets de viande trouvaient alors le chemin du saucisson. On pouvait sans gêner jeter ce saucisson contre un mur; il vous revenait comme une balle de caoutchouc. Valeur nutritive nulle." ("Rheinfront", N° 283 1936.)

A Hanovre l'Office municipal pour les analyses chimiques constata des frelatages de saucisson. "Vu la pénurie de viande pendant les mois d'automne on trouva dans le saucisson 9 à 12% de substances farineuses. Certains saucissons avaient été traités avec de la formoline et de la saumure. Onze échantillons étaient gâtés." Les saucissons de vias de consistaient surtout de panses et on constata que des quantités considérables d'eau avaient été ajoutées à la pâte de saucisson. Les fromages de porc étaient teints au moyen de colorants au goudron (suivant une citation empruntée par le Bulletin des coopératives de consommation allemandes-- N°40-- à un rapport paru dans l'hebdomadaire des vétérinaires allemands.)

L'agriculture allemande a besoin d'importer du fourrage. Or, les Nazis ont resserré l'importation du fourrage pour faire des économies de devises étrangères et ils ont déclenché une catastrophe dans l'élevage. A la fin de la mauvaise récolte de foin de 1934, les paysans ont dû abattre leur bétail en masse faute de quoi les nourrir. De ce fait il existe depuis 1935 en Allemagne une insuffisance constante de viande de boeuf et de porc. Le gouvernement recommanda alors au peuple de manger moins de viande et plus de pain. Depuis lors toutefois, la situation a de nouveau changé. Le nombre des porcelets a rapidement augmenté mais à présent les céréales font défaut. On a interdit aux paysans de nourrir le bétail avec des grains. Les grains destinés à la basse-cour sont réquisitionnés par les autorités. Les ouvriers agricoles ne reçoivent plus la part de fourrage à laquelle ils avaient droit et sont contraints de faire tuer les quelques bêtes élevés à grande peine. (Völkischer Beobachter, 12 janvier 1937)

Du moment que les vivres se font rares, les prix montent. Les consommateurs cherchent à remédier à cette hausse des prix en ayant recours aux qualités les meilleur marché. Les petits commerçants ayant surtout une clientèle ouvrière le constatent.

Le peuple est sous-alimenté.

Il est difficile de se faire une idée de la manière dont un ouvrier moyen doit à présent se nourrir dans le Troisième Reich de la faim. Quelques chiffres officiels empruntés à une publication d'un des statisticiens allemands les plus connus peuvent fournir un certain point d'appui. Le professeur von Tyszka, qui se trouve à la tête de l'Office de statistiques de Hambourg, a calculé (dans son écrit: "Ernährung und Lebenshaltung des deutschen Volkes", Berlin 1934) qu'un ouvrier marié sans travail, père de deux enfants âgés de 10 et de 11 ans, pouvait en octobre 1933 dépenser sur une allocation de chômage mensuelle de 86 M. seulement 44,70 M. pour la nourriture, soit 10,31 M. par semaine. Il

était impossible de se nourrir suffisamment avec cette somme. Le célèbre statisticien qualifie l'alimentation des chômeurs en octobre 1933 de "absolument insuffisante pour préserver les forces physiques et psychiques de la ruine et pour accorder la force de résistance voulue pour tenir bon et ne pas désespérer". La valeur en calories de cette alimentation correspond, suivant les calculs du professeur von Tyszka exactement à la nourriture pendant la pire période de l'inflation. Cette constatation prend une signification spéciale lorsqu'on pense à la déclaration faite par le chef du Front du travail disant qu'un ouvrier allemand ne peut dépenser "pour une nourriture convenable" que 11,08 marks en moyenne par semaine (Völkischer Beobachter du 14 septembre 1936) c'est-à-dire -- lorsqu'on tient compte de la hausse des prix-- moins que les chômeurs en octobre 1933. A la suite des mesures nationales-socialistes, d'importantes catégories de travailleurs allemands sont actuellement tout à fait sous-alimentés. La cause s'en trouve dans la hausse excessive du prix des vivres. La première vague de hausse déjà, au printemps 1933, atteignit durement les ouvriers. La consommation de viande accuse une diminution, c'est-à-dire que malgré une dépense accrue, on est obligé de limiter la consommation de viande en raison de la hausse des prix... Etant donné l'augmentation des prix des graisses, la consommation de graisse a diminué de 40% malgré une dépense accrue de 50%. (Le Prof. von Tyszka dans l'écrit sus-visé.) La sous-alimentation a des conséquences terribles. "Le nombre des cas de maladie parmi les femmes et enfants des ouvriers et employés inscrits à l'assurance-maladie a augmenté de 1932 à 1935 de 40 (1)%" (Bulletin médical allemand, 24 octobre). Ce n'est pas un pur hasard que la grave épidémie de grippe qui sévit cette année en Europe a débuté en Allemagne.

Mouvement revendicatif des ouvriers spécialistes.

La terreur qui sévit dans les entreprises allemandes depuis les premières années du Troisième Reich a per-

du beaucoup de son épouvante. Lorsqu'on a besoin d'ouvriers spécialistes pour l'industrie de guerre on ne peut plus les assommer et pas non plus les écrouer à tout hasard ou les priver de leur gagne-pain, uniquement parce qu'il y a peut-être parmi 100 ouvriers un de ces "clan destins" dont on a si peur. On en a besoin. L'appel sous les armes de 400.000 ouvriers et employés lors de l'introduction du service militaire obligatoire d'un an avait déjà fait sentir une pénurie d'ouvriers spécialisés dans certaines industries. Depuis le redoublement de l'armée (à partir d'août 1936) et l'accélération insensée des travaux de fortification à la frontière occidentale contre la Belgique et la Hollande et à la frontière orientale contre la Pologne (amie), par l'accélération des armements navals contre la Grande-Bretagne, le manque d'ouvriers spécialistes s'est accentué à tel point que les entreprises se battent littéralement pour avoir les ouvriers spécialistes et leur payent des augmentations considérables sous la forme de primes, d'indemnités de déplacement etc. Chez les ouvriers la conscience de leur propre valeur a augmenté dans la même mesure. Dans bien des usines où l'on avait tenté de répliquer par des méthodes policières, encore efficaces en 1933 et 1934, aux revendications formulées par les travailleurs et dans lesquelles la méthode de la résistance passive ne suffisait plus, les travailleurs ont eu recours à des grèves. Sans compromettre nos informateurs il ne nous est possible que de publier une petite partie des renseignements reçus. Nous ne pouvons par conséquent pas donner un aperçu de l'importance de ces mouvements de grève mais les ordonnances qui se succèdent de la part de la Gestapo pour surveiller sans cesse toutes les entreprises indiquent bien à quel point la dictature a été impressionnée par ces mouvements revendicatifs.

Vu l'importance croissante de leur rôle économique et militaire, les ouvriers spécialistes dans les industries de guerre ont obtenu une liberté de mouvement un peu plus grande qu'autrefois. Les autorités nazies qui avaient expressément interdit toute augmentation de salaires malgré l'augmentation du coût de la vie, durent bien pour commencer consentir des majorations dans l'industrie métallurgique. Lorsque l'effervescence allait en croissant dans les travaux de fortification, lors que les actes de sabotage dans la construction de ponts et de casernes s'accoulaient et enfin lorsqu'on constata que cela ne servait à rien de faire prêter serment aux travailleurs et que l'étranger recevait des renseignements concernant la construction d'aéroports souterrains, on

* la France,

on accorda aux ouvriers occupés aux travaux de terrassement des indemnités de déplacement, aux maçons et ouvriers du béton des améliorations de salaire dans l'espoir que cela diminuerait la résistance contre la Gestapo. Le régime a toutefois tenu à limiter ces améliorations à des augmentations individuelles et à maintenir l'interdiction d'une augmentation générale. La dictature nazie tâche anxieusement d'éviter tout les mesures qui pourraient déclencher des mouvements collectifs de résistance et contrecarrer ainsi ses efforts pour isoler les travailleurs. **

On a agi de la même manière chez les mineurs. Lors de la fixation des taux aux pièces on devra dorénavant avoir recours à des piqueurs désignés par les compagnons. Ces commissions sont toutefois isolées; elles ne peuvent qu'apporter quelques petites améliorations aux taux stipulés par la direction; la "souveraineté" du patronat des mines n'est guère atteinte. Ces employeurs espèrent toutefois que des groupes de mineurs se laisseront amadouer, fût-ce passagèrement, par ce semblant de concession et que le mécontentement se dressera contre ces commissions.

Dans quelques industries de guerre les ouvriers ont réalisé des succès notables. Ils ont en mains un atout: dans la phase actuelle des armements, ils sont indispensables et ils doivent être convenablement nourris pour être à même de fournir leur dur travail. De nombreux industriels ont dû, pour faire cesser la résistance passive, procurer à leurs ouvriers spécialistes --comme pendant la guerre-- des rations supplémentaires de graisse et de viande. D'autres motivent vis-à-vis des autorités les augmentations de salaire accordées, en alléguant la hausse du coût de la vie. L'armée a nettement pris le parti de ces industriels. Des services publics se sont plaints auprès des Commissaires demandant qu'ils interviennent contre le départ de leurs spécialistes passant dans l'industrie de guerre qui paye mieux. Au début de décembre, les Commissaires ont alors expliqué aux représentants des services publics dans des conférences qui ont eu beaucoup de retentissement, que les ouvriers des entreprises d'intérêt vital en temps de guerre doivent être mieux nourris pour qu'il soit en tout temps possible de faire appel à leur effort. Les services d'intérêt public, n'avaient aussi qu'à mieux payer leurs spécialistes. Le paiement de Noël aux ouvriers des chemins de fer est le premier résultat de cette recommandation. Le mouvement revendicatif de certaines catégories d'ouvriers allemands, a du succès, grâce à l'appui des autorités militaires qui craignent de voir ralentir le rythme des armements.

La résistance s'accroît.

Les ouvriers allemands ne sont pas devenus des Nazis. Le mouvement croissant contre la réaction a même contraint la propagande nazie--qui pourtant a toutes les audaces-- à reconnaître que la grande masse des travailleurs, que de vastes milieux de la population continuent à lui être hostiles. Ce n'est pas pour rien en effet qu'on a interdit à la dernière minute les élections des conseils de confiance qui devaient avoir lieu les 3 et 4 avril 1936. Toutefois, la dictature n'avait compté que sur une vague de mécontentement qu'il serait facile de faire taire. Elle n'a rien négligé pour enrayer une résistance. Non contente d'avoir détruit les organisations syndicales ouvrières et de terroriser les quartiers ouvriers, elle a entravé la liberté de déplacement pour tous les travailleurs et l'a supprimée totalement pour ceux des industries de guerre. Depuis qu'on a cessé la délivrance des carnets

** La dictature connaît pourtant bien l'état d'esprit dans les entreprises. Elle a par conséquent recours à présent à une nouvelle méthode raffinée pour décharger sur les ouvriers eux-mêmes la responsabilité de la misère des classes laborieuses. La Reichsbahn n'a toujours pas cédé à l'opposition du personnel roulant contre les horaires de services interminables. Elle tâche de faire dévier la colère des agents contre quelques boucs émissaires. Dans les différents dépôts on désigne des commissions qui doivent être entendues pour l'élaboration des tableaux de service. Ces commissions n'ont rien à dire; elles sont choisies par le chef et peuvent être congédiées par lui. On espère maintenant que l'indignation du personnel roulant se retournera contre ces ridicules commissions.

de travail (1er septembre 1936) le régime dispose d'un fichier complet permettant non seulement de contrôler mais encore de "diriger" le marché du travail. Il transplante les travailleurs d'une région dans une autre et oblige--sur le désir des industries de guerre ou d'exportation --des ouvriers à rester dans une place lorsqu'ils auraient ailleurs de meilleures possibilités de revenu. Les délais-congés ont été prolongés dans les industries d'intérêt stratégique et dans l'agriculture et les employeurs dans certaines industries ont été autorisés à garder, en cas de "dénonciation illicite, prématurée du contrat de louage", le carnet de travail jusqu'à expiration d'un délai-congé régulier et à empêcher ainsi le salarié en question de trouver à s'employer ailleurs.

Voyant que le mouvement revendicatif des ouvriers spécialistes prenait de plus en plus d'ampleur, la dictature s'efforça de limiter le mouvement aux industries d'intérêt vital en temps de guerre contre les ouvriers desquelles elle ne pouvait rien entreprendre et d'empêcher avant tout que le mouvement revête un caractère politique ou puisse se constituer une organisation.

On commença des procès à grand spectacle contre des ouvriers qui souvent se trouvaient depuis des années déjà en prison, contre des cercles de partis politiques dissous, contre des organisations au sein d'entreprises. On espérait que la publication des sentences d'une extrême rigueur aurait des effets d'intimidation. Bientôt toutefois il se trouva que ces procès-monstres étaient expliqués comme une preuve de l'importance de la résistance souterraine et la dictature en revint à ses méthodes habituelles: arrestations, assassinats, stérilisations forcées, installation de camps pénitentiaires pour "récidivistes". Tout cela ne suffisant pas encore, on décréta -- le 23 décembre 1936-- que tout ouvrier ou employé s'étant rendu coupable, depuis le 30 janvier 1933, d'une "activité hostile à l'Etat" perdrait tous les titres à l'assurance sociale.

Les effets escomptés se font attendre. Les soucis de la vie quotidienne gardent en éveil les travailleurs. Autour du noyau des adversaires conscients du régime se forme un groupe qui s'en écarte graduellement. Ce sont "les citoyens qui se sont depuis déshabitués de faire le salut hitlérien, qui cherchent constamment à faire pièce à un des nationaux-socialistes de premier plan, qui trouvent bien plus d'intérêt à lire un journal étranger (--honne--Réd.) qu'un journal allemand et qui s'imaginent qu'ils auraient perdu quelque chose s'ils n'avaient pas avant de se coucher, encore vite écouté (--malgré l'interdiction- Réd.) une audition du poste de Strasbourg ou de Moscou... Le groupe de ces gens est bien plus étendu qu'on ne le croit" (de déclarations faites à la presse par le chef du district de Leipzig du parti national-socialiste; voir le "Leipziger Tageszeitung" du 6 janvier). * longtemps

Au centre de ce mouvement croissant de résistance se trouvent les groupes actifs du mouvement syndical clandestin. Leur activité se fait remarquer mais on garde le plus grand secret sur les personnes de ceux qui la dirigent--sinon la Gestapo s'empresserait d'intervenir. Les militants qui ont fait leurs preuves doivent être conservés pour le mouvement et ils ne peuvent donc pas se placer à la tête des mouvements qui toujours à nouveau naissent spontanément dans les entreprises; ils ne peuvent que prudemment les diriger, chercher à leur donner un manteau légal, désigner des éléments dignes de confiance et admettre les meilleurs dans le cercle des militants actifs.

Ce n'est que dans de rares entreprises et professions que les groupes actifs du mouvement clandestin ont jusqu'ici déclenché de manière directe des mouvements. Les bruits lancés par des informateurs romanesques sur les "succès éclatants" de cette activité clandestine sont tout aussi absurdes que les mensonges du ministère de la propagande qui qualifient les syndicalistes clandestins de "bolchévistes". Ces légendes décréditent les informateurs sérieux et amènent des cercles d'émigrés à faire de la propagande pour des mots d'ordre qui constituent un danger pour des inexpérimentés restés en Allemagne. Heureusement, les recommandations naïves lancées pour un cercle d'émigrés invitant les travailleurs à se retirer du Front allemand du travail et à s'abstenir de manière démonstrative d'une participation aux élections des conseils de confiance se sont heurtées à la même résistance que les conseils d'un autre groupe d'accaparer à tout prix des fonctions au sein du Front du travail. Le premier de ces mots d'ordre aurait amené de précieux éléments à se dénoncer tout simplement à l'attention de la Gestapo; le deuxième menaçait de créer de la confusion dans les

rangs du mouvement clandestin et risquait de compromettre son prestige.

Au sein des entreprises les contrastes de classe se font jour quotidiennement. Dans les quartiers ouvriers l'excitation au sujet de la hausse du coût de la vie et de la disette de vivres, l'indignation causée par la préparation cynique d'une conflagration mondiale ne se traduisent en général que par des explosions de colère impuissante ou éventuellement des bagarres. L'entreprise toutefois fournit le point de départ pour l'action: salaires plus élevés et meilleure alimentation. Les militants clandestins syndicalistes brisent l'isolement dans les entreprises. Ils font ci et là la remarque qu'un salaire plus élevé augmenterait les frais de l'armement et l'entraverait par conséquent qu'arracher une alimentation convenable oblige les autorités à importer plus de vivres et diminue ainsi la somme des devises étrangères disponibles pour les armements. De la sorte ils donnent au mécontentement quotidien contre la réaction brune une impulsion dirigée contre le régime nazi.

Au seuil d'une explosion?

Il y a quatre ans, aux débuts de la dictature nazie, Hitler déclarait que le but de la politique économique des Nazis était de "redresser" l'économie au moyen d'une "bataille du travail". Seulement la bataille du travail n'a pas "gazé", le système des travaux pour combattre le chômage au moyen d'une dépression des salaires n'a eu comme résultat qu'un resserrement ultérieur de l'économie "civile". Jusqu'à présent la reprise des affaires n'a pas réussi malgré une dépense de bien plus de 30 milliards.

Le réarmement à toute allure a fait fondre les réserves de l'économie allemande. La réserve des devises étrangères se rétrécit, les stocks de matières premières qui existaient en 1933. sont mangés. Il n'est pas seulement nécessaire de les remplacer mais le Troisième Reich désire aussi faire une réserve aussi grande que possible de provisions et de matériel de guerre pour si ça devenait "sérieux". Il a commencé par conséquent une offensive des exportations, un dumping de vaste envergure, destiné à lui procurer des devises. Les marchandises allemandes sont jetées sur le marché étranger à environ 25% au-dessous du véritable prix de vente; on fait donc aux acheteurs étrangers le cadeau d'un quart de la valeur des exportations. L'Allemagne exportait en 1936 des marchandises d'une valeur totale de 4,5 milliards de marks, soit 370 millions de livres sterling. Seulement ces exportations ont été cédées à un quart au-dessous du prix; le Troisième Reich a fait un cadeau de 1 1/4 milliards de marks de marchandises pour pouvoir s'assurer l'importation de matières premières pour l'armement.

L'équipement technique de l'armée allemande touche à sa fin; les commandes pour l'armement pourraient par conséquent faire place à présent à l'économie civile. Mais il n'y a pas de reprise des affaires "véritable" pour remplacer la prospérité factice des industries de guerre. L'industrie allemande des articles de consommation végète; l'industrie des moyens de production travaille surtout pour les armements. Si à présent les commandes militaires étaient radicalement resserrées, il en résulterait une catastrophe: le nombre des chômeurs augmenterait de millions et la débâcle financière ne pourrait plus être évitée. Car, sur les plus de 30 milliards engloutis jusqu'ici par les armements, 16 à 18 milliards ont été empruntés et 4 milliards seulement de ces dettes ont pu être consolidés au moyen d'emprunts forcés. Si l'activité de l'industrie baisse, par un ralentissement des commandes à l'industrie des armements, le produit des impôts reculera, les dépenses à faire pour les chômeurs augmenteront et toute l'ingénieuse construction des emprunts à courte échéance s'écroulera. La crainte de cet effondrement pousse le Troisième Reich à se lancer à toute allure dans le deuxième plan quadriennal. Afin de pouvoir importer les stocks de matières premières que l'état-major estime indispensables, l'excédent des exportations devrait augmenter de tout un milliard ("Wirtschaftskurve" 1936 premier volume, page 8). Attendu que, malgré le dumping, aucune chance n'existe de réaliser ce but, on tente de rendre possible une augmentation des stocks de matières premières en réduisant les importations "dont il est possible de se passer". "La production accrue ultérieure de produits de remplacement (terme auquel ont recours les journaux allemands pour éviter le mot de "ersatz"--Réd.) principal contenu du nouveau plan quadriennal, tend à rendre possible de pratiquer sur certains chapitres essentiels de la balance commerciale--notamment fourrage, graisses, matières premières textiles, carburants et caoutchouc--des ressernements si

importants qu'il en résulte, le volume total des importations restant le même, une plus grande latitude pour d'autres chapitres des importations" ainsi écrit le "Frankfurter Zeitung", le 1er janvier 1937.

Les frais de production des produits ersatz se situeront sensiblement au-dessus des prix des articles naturels importés jusqu'ici" (Rapport de la "Reichskreditgesellschaft" "Deutschland an der Jahreswende 1936-37", page 5). L'essence artificielle coûte trois fois et demi le prix de l'essence naturelle, le caoutchouc artificiel coûte cinq fois autant que le naturel. Toutefois la construction des usines destinées à la fabrication de ces produits ersatz permet de prolonger la "hausse" économique des armements et --avant tout-- elle augmentera une fois que les fabriques fonctionneront à plein rendement, fût-ce de manière passagère, la puissance de guerre du Troisième Reich. Pour construire ces usines il faudra des centaines de millions. L'opération sera financée, selon la coutume nazie, en pressurant le peuple par la faim des masses." Pendant des premiers temps à venir, il ne sera pas possible à chacun d'acheter ce qu'il désire dans la quantité à laquelle il croit avoir droit et dans l'exécution à laquelle il attache du prix". (Völkischer Beobachter, 1er janvier 1937). Seulement la misère des masses fait du tort à la santé des hommes qui, selon le désir de la dictature nazie, devront un jour porter les armes, elle mine celle des femmes qui devront tourner des obus dans les fabriques de munitions et ruine celle des enfants. Le resserrement de l'industrie civile, la restriction de l'appareil des communications compromet les préparatifs de guerre sur le terrain civil. Le 11 mai 1935, le vice-président de la Reichsbank faisait entendre l'avertissement suivant: "Les armements ne servent à rien dont l'exécution ne laisse plus à leurs porteurs la force de manier et de maintenir en état les armes créées au prix d'un effondrement financier".

C'est dans cette situation que le Troisième Reich s'adresse à l'étranger et demande du secours. Il tente d'apitoyer des millionnaires, il fait appel à des ministres. Voyant que ses prières ne l'avancent guère, il s'essaye à la pression et menace d'une "explosion" (le Dr. Schacht à Francfort, le 10 décembre), d'une guerre. Les Nazis savent fort bien que le Troisième Reich n'est pas prêt à faire la guerre, mais ils savent encore mieux que la puissance militaire de l'Allemagne diminue relativement de mois en mois à mesure que les autres Etats européens organisent leur défense. C'est pourquoi ils veulent à l'heure qu'il est avoir recours à l'armée, sinon pour une guerre--ils ne peuvent la risquer-- du moins pour exercer une pression. Ils comptent sur le désir de paix des peuples démocratiques et ils espèrent que la démocratie aidera les oppresseurs du peuple allemand, aidera ceux qui menacent la paix européenne à sortir leur appareil de guerre de la grave crise des finances et de l'approvisionnement en matières premières-- afin que... la chaudière puisse faire explosion.

Si le Troisième Reich obtient un crédit pour l'acquisition de matières premières ou un prêt en devises étrangères, il pourra en toute tranquillité attendre le moment propice pour passer à l'attaque. Il pourra envoyer ses troupes dans d'autres pays afin d'appuyer --comme en Espagne --des fascistes dans leur lutte pour l'anéantissement des libertés démocratiques.

Les travailleurs allemands mènent une lutte héroïque contre la réaction nazie, une lutte pour le pain quotidien, pour la liberté, pour la paix. Ils ont contraint la dictature à réduire ses importations au profit des armements. Ils combattent pour des augmentations de salaire pour que, enfin, leurs enfants puissent de nouveau manger à leur faim. De la sorte le réarmement coûte davantage, il est enrayé et les chances de la paix augmentent.

Toujours et toujours à nouveau, des milieux influents en Angleterre, en France et aux Etats-Unis font des efforts pour aider les nationaux-socialistes au moyen d'un prêt ou pour leur permettre, au moyen d'importants crédits pour l'achat de matières premières, de sortir de l'impasse du réarmement précipité. De pareils prêts et crédits ne font cependant que profiter aux armements allemands, ils servent exclusivement à hâter et renforcer les préparatifs de guerre et à perpétuer la terreur et l'esclavage.

Un gouvernement qui donne son approbation à des prêts ou crédits au Troisième Reich commet au fond un acte de trahison vis-à-vis de son propre peuple. Il aide à la construction d'avions de bombardement qui menaceront les villes de son propre pays et leurs habitants, de destruction et de ruine. Il faut donc empêcher dans tous les pays

que cette aide soit accordée aux bourreaux du peuple allemand, à ceux qui menacent la paix universelle. Que personne ne se laisse induire en erreur lorsqu'il entend hypocritement justifier l'octroi de crédits pour l'achat de vivres, par l'allégation de la misère et des souffrances des enfants allemands. On ne pourra aider le peuple allemand que lorsque ses dominateurs cesseront d'utiliser chaque pfennig pour l'acquisition de "canons" à la place de "beurre". La livraison de vivres au peuple allemand à la condition unique, que le Troisième Reich fournisse en échange des matières premières et produits finis d'intérêt vital pour les armements (qu'il a dû acquérir au moyen de devises étrangères), en d'autres mots qu'il soit obligé de ne plus se procurer des "canons" à la place de "beurre" mais d'acheter du "beurre" à la place de "canons".

Ce n'est que par une détermination inébranlable que l'on pourra préserver l'Europe d'une explosion, remédier vraiment à la misère du peuple allemand, appuyer le combat que les travailleurs allemands mènent pour la liberté et assurer la paix du monde.

LA STATISTIQUE ALLEMANDE DU CHÔMAGE.

Depuis le début de la dictature nazie, la statistique du chômage a été foncièrement modifiée: les bureaux de placement n'enregistrent plus aujourd'hui comme étant sans travail que le tiers de ceux qui sont véritablement en chômage.

La bataille du travail débuta par l'exclusion de l'assurance-chômage d'importantes catégories de salariés:

A partir du 1er mai 1933, on exclut un million de gens de maison; à partir du 1er octobre 1933, on exclut 2 1/4 millions de travailleurs agricoles et forestiers, de travailleurs de la pêche côtière et intérieure.

Les adolescents de moins de 21 ans n'ont pas droit en principe au secours de bienfaisance. De la sorte le chômage "enregistré" de ces catégories a rapidement baissé. Le bureau d'assistance n'a plus que peu d'attrait pour ceux qui n'ont plus droit à un secours et celui qui ne se présente pas au bureau n'est pas enregistré comme chômeur.

Depuis le 30 novembre 1933 on n'enregistre plus comme chômeurs, selon l'instruction des Nazis: les ouvriers occupés aux travaux de secours qu'on emploie à des travaux publics en leur payant l'allocation de chômage plus une indemnisation de leurs frais; les ouvriers bénéficiant du secours de bienfaisance (secours municipal); les ouvriers occupés aux travaux de terrassement des travaux publics pour combattre le chômage; les chômeurs partiels (partageant avec d'autres un même emploi); des chômeurs occupés pendant un court laps de temps--une semaine au maximum--ainsi que les personnes se trouvant en marge du marché du travail, par quoi il faut entendre les ménages dont les deux conjoints travaillent, les femmes mariées, les ouvriers possédant un lopin de terre, les infirmes etc."

Le chiffre des chômeurs enregistrés a en outre été diminué du nombre des prisonniers politiques enfermés dans les camps de concentration, prisons ou camps pénitentiaires, ainsi que de ceux écroués pour des motifs politiques ou de race.

La lutte contre le chiffre élevé des chômeurs a eu tout le succès voulu; mais les chiffres disent fort peu sur le degré réel du chômage.

La statistique des occupés a aussi été modifiée. De grandes catégories affectées aux travaux de secours ont été transférées dans la catégorie des "pleinement occupés". Jusqu'au 18 septembre 1934, les ouvriers travaillant au terrassement pour les autoroutes et pour l'administration des voies navigables figurèrent correctement comme occupés aux travaux de secours. A ce moment toutefois, on les a sortis de la statistique de ceux occupés aux travaux de secours et de ceux étant en quête de travail, pour les faire figurer, pour la plus grande gloire de la bataille du travail des Nazis, comme occupés dans l'économie libre, sans que pour cela ils touchent un pfennig de plus. ("Arbeit und Arbeitslosigkeit, du 23 octobre 1934).

Les ouvriers occupés aux travaux de fortifications et à la construction d'aéroports furent classés immédiatement comme occupés dans l'économie libre bien que leurs conditions de travail soient identiques à celles des travailleurs occupés aux travaux de secours.

Le nombre des ouvriers travaillant aux travaux de fortification est considérable. De l'été 1933 à l'été 1936, le nombre des ouvriers du bâtiment augmenta (suivant des chiffres de l'Institut pour l'étude des conjonctures) de 666.000 à 2.057.000. Pendant la même période, la consommation de ciment augmenta, par l'accroissement des constructions militaires de 2,7 à 10 millions de tonnes. Il faut compter que le nombre des ouvriers occupés aux fortifications est d'au moins 300.000.

Fin novembre 1936 il y avait par conséquent dans le Troisième Reich au moins 500.000 travailleurs considérés comme intégralement occupés mais ne touchant pas un salaire complet:

Ouvriers des travaux de secours.....	87.600	
Ouvriers occupés aux travaux de bienfaisance des municipalités....	21.000	(chiffre d'octobre)
Aide agricole et services agricoles des Jeunes- ses hitlériennes.....	12.000	
Autoroutes.....	89.600	
Travaux de fortification.....	300.000	
	<u>510.000</u>	soi-disant occupés.

Il n'a pas été tenu compte dans ces chiffres du nombre des chômeurs partiels, et de ceux étant en congé forcé.

Il faut déduire du chiffre de 17,78 millions officiellement indiqué comme ayant du travail les 510.000 sus-visés.

Suivant les derniers renseignements, il a été délivré 21,6 millions de carnets de travail. A l'exception des fonctionnaires, des employés les mieux payés et des chefs de la bureaucratie nazie, personne n'a aujourd'hui le droit en Allemagne de travailler sans carnet de travail moyennant rétribution. Le nombre de 21,6 millions comprend donc pour ainsi dire tous ceux qui sont occupés contre rémunération. Sur ce chiffre il y avait fin septembre (chiffre le plus récent disponible) 550.000 malades et (fin novembre) 17.275.000 occupés.

3.775.000 étaient par conséquent sans travail. Néanmoins les bureaux de placement n'indiquent que 1,2 millions dont seulement 800.000 touchaient une allocation; 2,6 millions sont par conséquent des chômeurs invisibles.

On ne sait pas si les soldats sont officiellement considérés comme étant occupés. Le fait que l'Institut pour l'étude des conjonctures ajoutait (voir Bulletin hebdomadaire du 26 janvier 1936) une partie de la solde des soldats aux revenus du travail, permet de conclure qu'une partie au moins de l'armée était ajoutée au nombre de ceux ayant du travail. Vu que chaque levée de l'armée comporte 400.000 ouvriers et employés (Hemmer, Die Unsichtbaren Arbeitslosen 1935) et qu'actuellement il y a en service dans l'armée et au service du travail plus de 2 levées et demie, le nombre de ceux véritablement occupés est considérablement moindre que les renseignements officiels l'indiquent.

L'Institut pour l'Etude des Conjonctures signale (dans son bulletin trimestriel du 23 décembre 1936) le fait qu'une autre catégorie de chômeurs encore n'est pas enregistrée: "La majeure partie des membres de la famille aidant au travail (à l'exception peut-être de ceux qui aident dans l'agriculture) ne travaille qu'une partie de la journée et n'attend souvent qu'une occasion favorable de s'embaucher comme ouvrier ou comme employé.

L'Institut évalue cette catégorie (ceux aidant dans l'agriculture exclus) à 800.000. Il indique encore comme une autre catégorie de chômeurs dissimulés les ouvriers et employés qui pendant la crise ont cherché une occupation soi-disant indépendante. Il évalue une partie de cette catégorie à 340.000. Quant aux femmes il estime prudemment que le nombre de celles qui sont en chômage dissimulé est de 500.000

Voici le résultat total:

Chômeurs enregistrés	1,2 millions
Chômeurs "invisibles" non enregistrés	2,6 "
Chômeurs "dissimulés" non enregistrés	1,6 "
	<u>5,4 "</u>

soit un total de 5,4 millions de personnes travaillant moyennant rétribution.

Dans "Fascisme" N°17 du 22 août 1936 nous avons exposé de manière détaillée la peu de valeur qu'il faut attacher aux relevés officiels/faits dans le Troisième Reich. /sur les salaires